



L'éveil médical au conflit des hôpitaux (1982-1983)

En 1983, après quarante-deux jours de grève, la plus longue du monde hospitalier, les syndicats d'internes et de chefs de clinique ont réussi à faire plier le pouvoir, selon Philippe Denormandie, alors président du Syndicat des internes.

La grève ne s'est pas faite en un jour. À une première grève, après un décret sur la réquisition, en 1961, ont succédé celles de 1972, 1973, 1975, motivées par les questions de l'absence de débouchés pour les chefs de clinique assistants (CCA) et de la réforme de l'internat (encadré), puis celle de 1980, quand cette réforme est présentée au Conseil supérieur des hôpitaux : ceux qui ont réussi le concours très sélectif de l'internat n'entendent pas que leur cursus soit généralisé à tous !

En 1981, avec l'arrivée au pouvoir de la gauche, l'élan démocratique – exit les services, bonjour les départements – est vite déçu devant la floraison de syndicats soi-disant représentatifs et de textes sur la réforme de l'internat, et la remise en cause du secteur 2 dans le privé.

En 1982, un décret, qui place au même niveau internes et étudiants de spécialités (CES), fait « l'effet d'une bombe », à l'origine d'une nouvelle grève « où nous nous sommes rendu compte de notre fort pouvoir de mobilisation mais aussi de notre naïveté : on n'imaginait même pas la présence des renseignements généraux [RG] dans nos assemblées générales ! ».

Supprimer le clinicat met le feu aux poudres

Sourd aux revendications, Jack Ralite, ministre de la Santé, met le feu aux poudres, début 1983, avec la suppression du clinicat,

Que reste-t-il de la réforme de l'internat ?

À l'époque, l'internat était la voie royale pour devenir spécialiste, par rapport au certificat d'études spécialisées (CES), et pour faire une carrière hospitalière. Seulement 10 % des étudiants en médecine devenaient internes, et la moitié des 4 500 internes devenaient chefs de clinique assistants, dont un tiers restait à l'hôpital, les autres partaient exercer en libéral. Corvéables à merci, les internes comptaient sur leur installation en secteur 2 pour un juste retour sur investissement !

Que reste-t-il de la réforme de l'internat ? Certes, tous les étudiants sont classés et deviennent internes, mais l'examen classant national est un vrai concours (comme l'était l'internat), et la logique de l'élitisme prévaut... Quant au statut de praticien hospitalier, il ne fait plus recette !

faisant de tous les étudiants de potentiels praticiens hospitaliers (PH) : le conflit, parti de 8 villes, s'étend en une semaine à toutes les facultés de médecine, qui resteront en grève six semaines durant.

Cette « grève de nantis », ainsi nommée par la presse, qui « prétendait que nous étions manipulés par nos patrons, exaspérés par la suppression du secteur privé », ne suscite, les quinze premiers jours, aucune réaction du gouvernement, qui « nous prenait pour des charlots ». Mais, dans les amphis, au-delà des revendications catégorielles, les débats des grévistes évoquent la médecine, la santé, la démocratie à l'hôpital.

Face à la violence du conflit (« on s'est fait casser par la CGT, on a subi des intimidations »), il fallut apprendre à déjouer les pièges du gouvernement et surtout à communiquer ! Grâce aux conseils d'experts en communication et de personnalités du monde syndical et de la santé, les plateformes communes des internes et des CCA (dont la mise en place a été facilitée par le fait que les bureaux nationaux de leurs syndicats respectifs siégeaient rue du Fer-à-Moulin à Paris, dans des locaux communs, prêtés par l'AP-HP !) deviennent audibles par leurs troupes, et aussi par la population et les médias. « On s'est alors présenté en force à la table des négociations, 4 internes, 4 chefs de clinique » et autant dans une salle attenante, pour éviter les tensions de la négociation et étudier les propositions à froid.

En pleine grève, Bérégovoy représente Mauroy, Hervé succède à Ralite, et le président de la République, François Mitterrand, jugeant la situation risquée, envoie des médiateurs : ceux-ci proposent le maintien des CHU, et leur lien avec les CHG, l'institution du praticien hospitalier, la dissociation du grade et de la fonction, une politique de médecine sociale, scolaire et de prévention. « Avec 100 % de grévistes tout au long du mouvement, un chiffre scruté de près par les RG, nous avons fini par négocier avec les bons interlocuteurs ; dès lors, la situation s'est dénouée. »

Grâce à cette grève, qui a fait économiser 1 milliard de francs à la Sécurité sociale « sans qu'il y ait eu de morts, malgré la cessation des activités de tous les blocs opératoires », les internes se sont fait connaître de la population, qui « a fait preuve d'une extraordinaire empathie à leur égard ».

Christine Maillard, d'après la conférence de **Philippe Denormandie**, neuro-orthopédiste, hôpital de Garches, responsable de la mission Handicaps (AP-HP), directeur général adjoint du groupe Korian, 17 octobre 2014.